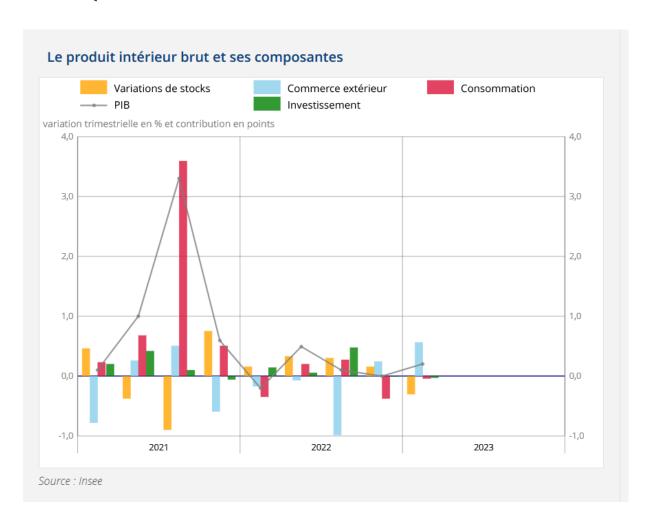
TD 2 COMMENT EST GENEREE LA RICHESSE ET POURQUOI S'EN PREOCCUPER ?

PARTIE 1 : quelle est l'évolution de la répartition de la richesse créée ?

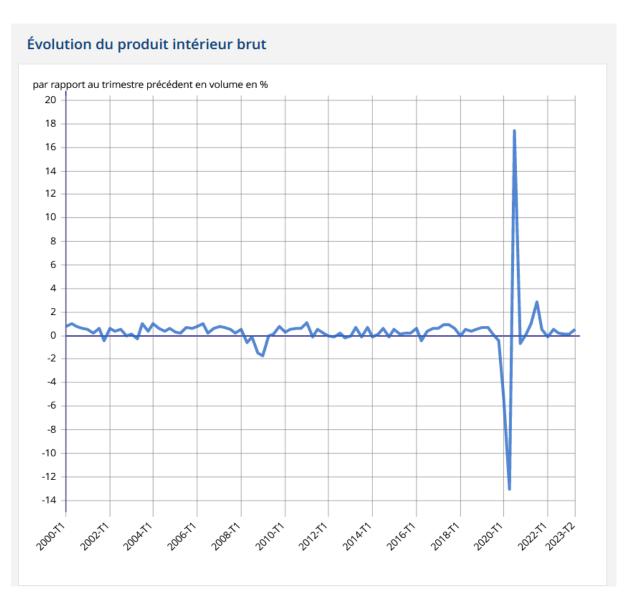
Question 1 – Evolution du PIB de la France en 2022 et 2023. Commentez le graphique 1 ci-dessous

GRAPHIQUE 1 Évolution du PIB en volume et contributions à cette évolution



<u>Question 2 – Evolution du PIB de la France de 2000 à 2023. Commentez le</u> graphique 2 ci-dessous

GRAPHIQUE 2 Données trimestrielles du T2-1949 au T2-2023



- Note : données révisées ; les volumes sont mesurés aux prix de l'année précédente chaînés et corrigés des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables.
- Lecture : au 2^e trimestre 2023, le produit intérieur brut (PIB) en volume augmente de 0,5 % par rapport au trimestre précédent.
- Champ : France.
- Source: Insee, comptes nationaux trimestriels base 2014.

Question 3 - Commentez le classement des pays selon leur PIB.



Juillet 2023

Production mondiale Pays avancés États-Unis Zone euro Allemagne France Italie Espagne Japon Royaume-Uni Canada Autres pays avancés Pays émergents et pays en développement	2022 3,5 2,7 2,1 3,5 1,8 2,5 3,7 5,5 1,0 4,1 3,4 2,7	2023 3,0 1,5 1,8 0,9 -0,3 0,8 1,1 2,5 1,4 0,4 1,7	2024 3,0 1,4 1,0 1,5 1,3 1,3 0,9 2,0 1,0
États-Unis Zone euro Allemagne France Italie Espagne Japon Royaume-Uni Canada Autres pays avancés Pays émergents et pays en développement Pays émergents et pays en développement d'Asie Chine	2,7 2,1 3,5 1,8 2,5 3,7 5,5 1,0 4,1 3,4	1,5 1,8 0,9 -0,3 0,8 1,1 2,5 1,4 0,4	1,4 1,0 1,5 1,3 1,3 0,9 2,0 1,0
France Italie Espagne Japon Royaume-Uni Canada Autres pays avancés Pays émergents et pays en développement Pays émergents et pays en développement d'Asie Chine	2,1 3,5 1,8 2,5 3,7 5,5 1,0 4,1 3,4	1,8 0,9 -0,3 0,8 1,1 2,5 1,4 0,4	1,0 1,5 1,3 1,3 0,9 2,0 1,0
Zone euro Allemagne France Italie Espagne Japon Royaume-Uni Canada Autres pays avancés Pays émergents et pays en développement Pays émergents et pays en développement d'Asie Chine	3,5 1,8 2,5 3,7 5,5 1,0 4,1 3,4	0,9 -0,3 0,8 1,1 2,5 1,4 0,4	1,5 1,3 1,3 0,9 2,0 1,0
Allemagne France Italie Espagne Japon Royaume-Uni Canada Autres pays avancés Pays émergents et pays en développement Pays émergents et pays en développement d'Asie Chine	1,8 2,5 3,7 5,5 1,0 4,1 3,4	-0,3 0,8 1,1 2,5 1,4 0,4	1,3 1,3 0,9 2,0 1,0
France Italie Espagne Japon Royaume-Uni Canada Autres pays avancés Pays émergents et pays en développement Pays émergents et pays en développement d'Asie Chine	2,5 3,7 5,5 1,0 4,1 3,4	0,8 1,1 2,5 1,4 0,4	1,3 0,9 2,0 1,0
Italie Espagne Japon Royaume-Uni Canada Autres pays avancés Pays émergents et pays en développement Pays émergents et pays en développement d'Asie Chine	3,7 5,5 1,0 4,1 3,4	1,1 2,5 1,4 0,4	0,9 2,0 1,0 1,0
Espagne Japon Royaume-Uni Canada Autres pays avancés Pays émergents et pays en développement Pays émergents et pays en développement d'Asie Chine	5,5 1,0 4,1 3,4	2,5 1,4 0,4	2,0 1,0 1,0
Japon Royaume-Uni Canada Autres pays avancés Pays émergents et pays en développement Pays émergents et pays en développement d'Asie Chine	1,0 4,1 3,4	1,4 0,4	1,0 1,0
Royaume-Uni Canada Autres pays avancés Pays émergents et pays en développement Pays émergents et pays en développement d'Asie Chine	4,1 3,4	0,4	1,0
Canada Autres pays avancés Pays émergents et pays en développement Pays émergents et pays en développement d'Asie Chine	3,4		
Autres pays avancés Pays émergents et pays en développement Pays émergents et pays en développement d'Asie Chine	1000 S 1000	1,7	
Pays émergents et pays en développement Pays émergents et pays en développement d'Asie Chine	2,7		1,4
Pays émergents et pays en développement d'Asie Chine		2,0	2,3
Chine	4,0	4,0	4,1
	4,5	5,3	5,0
Inde	3,0	5,2	4,5
	7,2	6,1	6,3
Pays émergents et pays en développement d'Europe	0,8	1,8	2,2
Russie	-2,1	1,5	1,3
Amérique latine et Caraïbes	3,9	1,9	2,2
Brésil	2,9	2,1	1,2
Mexique	3,0	2,6	1,5
Moyen-Orient et Asie centrale	5,4	2,5	3,2
Arabie saoudite	8,7	1,9	2,8
Afrique subsaharienne	3,9	3,5	4,1
Nigéria	3,3	3,2	3,0
Afrique du Sud	1,9	0,3	1,7

Source : FMI, Mise à jour des Perspectives de l'économie mondiale, juillet 2023.

Note : Pour l'Inde, les données et projections sont présentées par exercice budgétaire, et l'exercice 2022/23 (qui commence en avril 2022) apparaît dans la colonne 2022. Les projections de croissance de l'Inde sont de 6,6 % en 2023 et de 5,8 % en 2024 (années civiles).

5,0

4,5

Pays en développement à faible revenu

5,2

PARTIE 2: mesure et limites du PIB Revue Projet 2018/1 par Jean Gadrey

QUESTIONS: 1 - Listez les avantages du PIB

2 - Résumez les principales limites du PIB

Le PIB permet de comparer les performances économiques de différents pays

Le PIB reste l'indicateur le plus utilisé pour illustrer la croissance économique et peut être utile pour comparer les performances économiques de différents pays. Les Etats-Unis sont de loin le pays générant le plus de richesse au monde. Ils sont suivis par la Chine. La France est la 6e puissance économique mondiale. En se rassemblant, les pays de l'Union Européenne rivalisent quasiment avec les Etats-Unis.

Mais le PIB ne reflète pas forcément la richesse de ses habitants. En rapportant le PIB d'un pays à sa population, on obtient une autre lecture de la répartition de la richesse mondiale qui est plus proche de la réalité.

Cependant, le PIB par habitant est encore imparfait puisqu'il ne tient pas compte du « coût de la vie ». De plus, le tableau précédent oblige à libeller toutes les valeurs en une même monnaie (ici le dollar) ce qui implique que les comparaisons peuvent être biaisées par des fluctuations du taux de change. Les économistes ont donc introduit la notion de la Parité du Pouvoir d'Achat (PPA).

La PPA mesure le pouvoir d'achat d'une monnaie pour un consommateur pour se procurer le même panier de biens et de services qu'un autre consommateur dans un autre pays.

Contrairement au taux de change, ce taux de conversion entre les monnaies tient alors compte du « coût de la vie ». Il est donc plus près de la richesse réelle par habitant.

L'indice « Big Mac » inventé par le magazine <u>The Economist</u> est une mesure très simplifiée mais facile d'utilisation pour un particulier de la parité de pouvoir d'achat. Le panier de biens et de services est alors ici réduit uniquement au célèbre hamburger de l'enseigne de fast-food Mc Donald. Il permet ainsi d'estimer la sur ou la sous-évaluation d'une devise.

Pourquoi le PIB est-il un indicateur contesté?

Le PIB est l'indicateur le plus utilisé pour mesurer la croissance et effectuer des comparaisons internationales. Il joue même un rôle particulièrement important pour mesurer les déficits et les dettes publics des Etats ce qui a des conséquences directes sur les politiques économiques des gouvernements et les décisions des Banques Centrales. C'est le cas dans la zone euro mais aussi dans les politiques de redressement imposées par le Fonds Monétaire International (FMI) quand un pays faisant face à des difficultés de solvabilité fait appel à son aide.

Le PIB au cœur des politiques européennes

Dans la zone euro, le Pacte de Stabilité et de Croissance adopté en 1997 à Amsterdam a pour objectif de coordonner les politiques budgétaires. Il repose sur des indicateurs dont les deux principaux sont un déficit public qui doit être contenu dans la limite des 3 % du PIB et une dette publique ne devant pas dépasser 60 % du PIB. A la suite de la crise économique mondiale de 2008, un nouveau traité est rentré en vigueur en 2013, appelé communément Pacte Budgétaire Européen, qui maintient les critères de convergence mais décide d'adopter une vision plus dynamique de leur respect. Ainsi, si la tendance vers ces objectifs est positive, l'Etat mis en cause pourra échapper à des sanctions.

L'IDH en remplacement du PIB?

Pour autant, **cet indicateur est souvent contesté**. On lui reproche notamment de ne pas prendre en compte toute l'activité économique et d'exclure le travail bénévole réalisé notamment au sein du secteur associatif et le travail personnel (ménage réalisé sans recours à des personnes tierces, bricolage, jardinage...). En outre, il n'intègre pas les données sociales, environnementales ni le bien-

être des individus. C'est notamment sur ce point qu'il a été le plus décrié puisque la mesure du bienêtre de la population ne peut pas être uniquement appréhendée par une comptabilisation des richesses créées surtout lorsqu'il s'agit de mesurer la pauvreté ou encore les inégalités sociales.

D'autres indicateurs ont alors été développés comme l'<u>Indice de Développement Humain</u> (IDH) par exemple. Cet indicateur prend en compte l'espérance de vie, le niveau d'éducation et le PIB par habitant pour évaluer le bien-être collectif d'un pays et va donc au-delà de la simple mesure de la production économique.

L'IDH varie de 0 (plus faible développement) à 1 (plus fort développement). En 2017, la Norvège était le pays avec l'IDH le plus élevé au monde (0,953) et le Niger avait l'IDH le plus faible (0,354). La France se classait à la 25^{ème} place mondiale (0,901).

Le PIB mondial, qu'est-ce que c'est?

Le PIB mondial est calculé par la Banque mondiale en convertissant tous les PIB nationaux en dollars. Les plus gros contributeurs au PIB mondial sont les Etats-Unis, suivis par l'Union européenne qui forment près de la moitié du PIB mondial. La Chine en représente 15 %.

La comparaison du PIB entre les pays ainsi que leur part dans le PIB mondial doit cependant être considérée avec précaution. En effet, des évolutions importantes peuvent survenir du fait de variation des taux de change plutôt que de l'évolution économique des différents pays.

Ce que le PIB compte et ce qu'il oublie

Le deuxième argument est plus technique. Car ceux qui nous parlent de la nécessité de la croissance ou qui en commentent les chiffres ne nous expliquent jamais ce qu'elle contient ni ce qu'elle laisse de côté. En mars 1968, Robert Kennedy concluait ainsi un brillant discours sur ce thème : « En bref, le PIB mesure à peu près tout, sauf ce qui fait que la vie vaut d'être vécue. »

Le PIB est, à quelques détails près, la somme des valeurs ajoutées produites en un an dans la sphère marchande et des coûts de production des services non marchands (éducation et santé publiques, administrations...). Quant à la croissance économique d'une année sur l'autre, c'est celle du PIB, déduction faite de l'inflation. Ces indicateurs sont d'une grande utilité dans nombre d'analyses économiques. Pourquoi sont-ils de mauvais guides pour une société ?

En additionnant des valeurs ajoutées monétaires, on oublie ce qui est gratuit mais pourtant « précieux », entre autres des activités aussi essentielles au bien vivre individuel et collectif que le bénévolat ou le travail domestique. On ne compte pas non plus ce que l'on perd en route dans les cas, de plus en plus nombreux, où « la croissance détruit plus qu'elle ne crée », pour reprendre la formule de Nicolas Sarkozy. On ne compte pas les « coûts » humains et sociaux (coûts du chômage, de la précarité, de la délinquance, des maladies professionnelles, voire des suicides liés au travail, des incidences sanitaires des pollutions de l'air et de l'eau, etc.). On ignore tout autant les « coûts » écologiques des destructions, de la perte de biodiversité, des accidents industriels et bien entendu du réchauffement climatique.

Ainsi, détruire des forêts tropicales pour y planter du soja transgénique ou des végétaux destinés aux agrocarburants est bon pour le PIB des pays et pour le PIB mondial. Peu importe que ce soit une catastrophe pour la biodiversité et pour le climat et que les peuples indigènes soient chassés *manu militari*: rien de tout cela n'entre dans le PIB. Une belle croissance peut fort bien passer sous silence des incidences dramatiques en Afrique ou ailleurs (pillage des ressources, accaparement des terres, alimentation de conflits...). En ce sens, le PIB n'est pas seulement un repère inadéquat : il devient dangereux. La plupart des dommages évoqués n'ont ni prix ni coûts monétaires, n'en déplaise aux économistes, qui rivalisent de méthodes pour attribuer un prix à la vie humaine, aux écosystèmes ou,

plus généralement, à la nature. Ce qui compte le plus, humainement et socialement, ne se mesure pas en espèces sonnantes et trébuchantes. Ce sont alors d'autres guides qu'il faut mobiliser.

Le PIB, un piètre guide de santé sociale

Le troisième argument des « objecteurs » repose sur une question simple : les pays les plus « riches » (au sens du PIB/habitant) sont-ils ceux où l'on vit le plus longtemps en bonne santé, où les gens ont une meilleure éducation, où les inégalités et la pauvreté sont moindres, les violences et délits moins fréquents ?

Les corrélations statistiques permettent de répondre « plutôt oui » pour les pays dont le niveau de revenu par habitant est faible ou modeste, ceux qui se situent en deçà d'un seuil de PIB par habitant que nous avons dépassé en France depuis 1970. Mais la réponse est clairement « non » au-delà, pour l'ensemble des pays « développés ». On peut aller plus loin, en s'appuyant sur les travaux des épidémio-logistes britanniques Richard Wilkinson et Kate Pickett (*Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous*, Les petits matins, 2013). Dans un ensemble de 22 pays riches, ils montrent que les indicateurs de santé, d'éducation et de divers problèmes sociaux ne sont absolument pas corrélés au niveau du PIB par habitant, mais ils le sont en revanche, de façon significative, avec les inégalités de revenu. Le PIB est décidément un piètre guide de santé sociale et d'épanouissement humain. Le degré d'égalité est bien plus décisif.

Croître infiniment dans un monde fini?

« Celui qui pense qu'une croissance infinie est possible dans un monde fini est soit un fou, soit un économiste. » Cette formule, attribuée à Kenneth Boulding, économiste et philosophe américain des années 1960-1970, résume un quatrième argument : l'impossibilité écologique de la croissance du PIB, liée à la finitude des ressources naturelles incorporées dans la production et la consommation.

Certaines de ces ressources sont non renouvelables, minerais et énergies fossiles en premier lieu. Si leur épuisement est certain à plus ou moins long terme, pour plusieurs d'entre elles le processus est déjà très avancé. D'autres sont renouvelables (la nature peut les reproduire selon ses propres lois et rythmes, si on lui en laisse la possibilité): eau, bois, terres arables, ressources halieutiques et, plus généralement, biodiversité... Or la plupart de ces ressources sont d'ores et déjà exploitées au-delà de leur capacité de reproduction. C'est ce que montrent aussi bien l'indicateur synthétique de l'empreinte écologique (selon lequel l'humanité en est venue à consommer chaque année 1,7 fois ce que la planète peut régénérer en un an) que d'autres indicateurs plus ciblés et moins contestés portant sur les neuf « limites planétaires ». Parmi ces neuf limites, quatre ont déjà été franchies, la plus connue étant la surcharge de l'atmosphère en gaz carbonique, responsable du réchauffement climatique. Or tout indique qu'en dépit d'un très relatif « découplage » entre la croissance économique mondiale et celle des émissions de gaz à effet de serre, la seconde reste essentiellement propulsée par la première. D'où le diagnostic de Sir Nicholas Stern, économiste, ancien dirigeant de la Banque mondiale : « Les pays riches vont devoir oublier la croissance s'ils veulent stopper le changement climatique » (The Guardian, 11 septembre 2009). C'est sans doute cette famille d'arguments écologiques qui sape le plus fortement la croyance en une croissance à perpétuité. Elle continue pourtant de fédérer la majorité des économistes, qu'ils soient néoclassiques, keynésiens, marxistes, etc. Ils pensent résoudre la difficulté en évoquant une hypothétique croissance verte

La croissance ne reviendra pas ou si peu...

Enfin, le cinquième argument est à la fois factuel et hypothétique. Factuel, en ce sens que, depuis plusieurs décennies, la tendance mondiale générale est à la nette diminution de la croissance, notamment, mais pas uniquement, dans les pays riches. Hypothétique, car divers arguments (dont l'épuisement des ressources naturelles de la croissance) laissent penser que cette chute va se poursuivre.